

Septembre 1999



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

F

CONFÉRENCE

Trentième session

Rome, 12 – 23 novembre 1999

**LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE
L'AGRICULTURE**

Table des matières

Paragraphes

I. RÉSUMÉ

II. LE POINT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE 1 - 13

A. NOMBRE DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES –
MISE À JOUR DES ESTIMATIONS 1 - 3

B. SITUATION GÉNÉRALE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT 4 - 6

C. SITUATION RÉGION PAR RÉGION 7 - 11

D. LA SOUS-ALIMENTATION DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS 12 - 13

III. LA CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE ET L'AGRICULTURE MONDIALE 14 - 31

IV. ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA PRODUCTION AGRICOLE 32 - 38

Par économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.

A. LA PRODUCTION AGRICOLE EN 1998	32 - 37
B. TENDANCES DE LA PRODUCTION AGRICOLE 1994-98	38
V. PÉNURIES ALIMENTAIRES	39 - 48
VI. SITUATION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DES PRINCIPAUX PRODUITS	49 - 65
A. CÉRÉALES: OFFRE ET DEMANDE	49 - 51
B. COURS DES CÉRÉALES	52 - 55
C. GRAINES OLÉAGINEUSES, HUILES ET FARINES D'OLÉAGINEUX	56
D. VIANDE/BÉTAIL	57 - 58
E. COTON	59
F. CAFÉ	60
G. CACAO	61
H. THÉ	62
I. SUCRE	63
J. BANANES	64 - 65
VII. TENDANCES DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE	66 - 67
VIII. AIDE ALIMENTAIRE	68 - 71

I. RÉSUMÉ

- Selon l'estimation la plus récente, qui couvre la période 1995-97, le nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en développement s'établit à 791 millions d'individus, ce qui représente une baisse importante par rapport à l'estimation de 831 millions concernant la période 1990-92. Toutefois, cette baisse ne correspond qu'à une réduction annuelle moyenne de 8 millions, alors que la réduction nécessaire, à partir de 1995-97 pour atteindre l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation 2015 serait de près de 20 millions par an.
- La crise financière internationale suscite toujours des préoccupations. Tout en ayant un impact économique et social, elle a aussi affecté la production et le commerce de produits agricoles des pays les plus gravement touchés, ainsi que les marchés internationaux des denrées agricoles en général.
- D'après les estimations provisoires actuelles, la production agricole mondiale serait restée stagnante en 1998, qui serait donc l'année la plus mauvaise pour l'agriculture depuis 1990, au niveau mondial. Cette stagnation est due aux résultats médiocres aussi bien des pays développés que des pays en développement.
- Le nombre de pays exposés à des crises alimentaires reste élevé: 37 en août 1999. Ces pays sont particulièrement nombreux en Afrique mais aucune région n'a été épargnée.
- En ce qui concerne la production céréalière mondiale, les indications recueillies depuis août au sujet de la récolte 1999 font prévoir une légère réduction pour la deuxième campagne de suite. En 1999/2000, la demande céréalière devrait être supérieure à l'offre et des réductions des stocks de report sont à prévoir.
- Au cours des deux dernières années, les cours internationaux de la plupart des céréales sont restés orientés à la baisse en raison de l'abondance relative des approvisionnements et de la mauvaise conjoncture économique dans de nombreuses régions du monde. Cette conjoncture médiocre a également touché les marchés internationaux de divers autres grands produits agricoles.
- D'après les estimations récentes, l'aide publique au développement (APD) en faveur de l'agriculture a continué de fléchir en chiffres réels comme en pourcentage de l'APD totale. Les prévisions concernant les livraisons d'aide en céréales en 1998/99 font apparaître une augmentation de plus de 3 millions de tonnes par rapport à la campagne précédente, ces livraisons atteindraient ainsi le niveau le plus élevé enregistré depuis 1993/94.

II. LE POINT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

A. NOMBRE DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES – MISE À JOUR DES ESTIMATIONS

1. Selon les estimations établies par la FAO en 1996 pour la période 1990-92 qui ont été publiées au moment du Sommet mondial de l'alimentation, le nombre de personnes sous-alimentées s'établissait à environ 840 millions d'individus dans les pays en développement.

2. Ces estimations sont périodiquement révisées à mesure que de nouvelles informations sont disponibles. Les estimations les plus récentes présentées ici portent sur la période 1995-97 dont l'année médiane est celle du Sommet mondial de l'alimentation, mais les estimations des périodes antérieures ont également été révisées. Les révisions ont porté non seulement sur les séries de données concernant les approvisionnements alimentaires et la population, mais aussi sur la mesure de l'inégalité en matière d'accès à la nourriture qui, en raison de l'insuffisance des données, était jusqu'ici l'élément le plus faible des estimations; cette dernière mesure s'est maintenant bien améliorée. Dans l'évaluation de 1996, les estimations concernant 30 pour cent seulement des 97 pays en développement étaient fondées sur des données d'enquêtes au niveau

des ménages relatives à la consommation, aux dépenses et au revenu; les estimations concernant les autres pays étaient établies par analogie avec des pays de la même région. Dans le contexte actuel, le nombre de pays pour lesquels les estimations sont fondées sur des données d'enquêtes a doublé et une nouvelle méthode a été mise au point pour calculer les estimations concernant les autres pays.

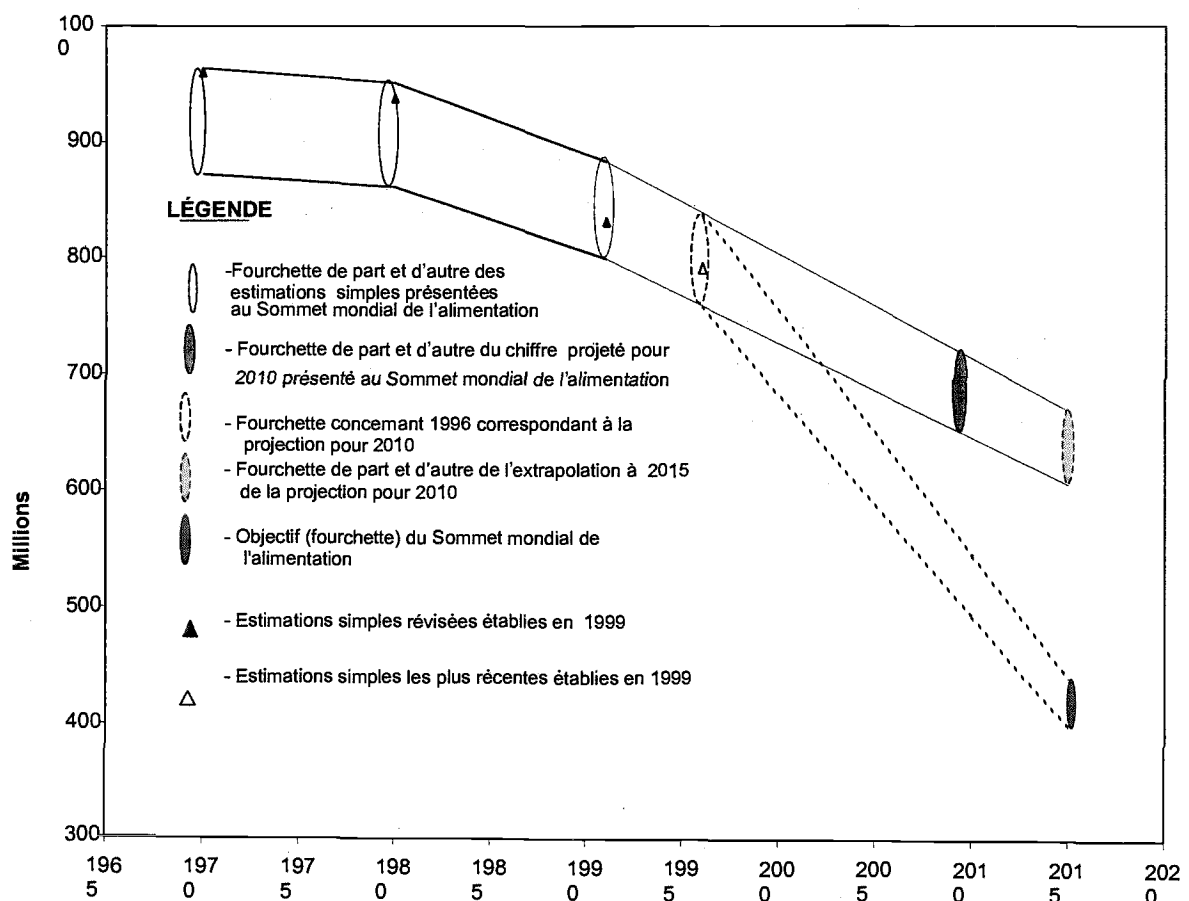
3. Alors que les estimations du nombre de personnes sous-alimentées dans certains pays pour 1990-92, ainsi que 1978-80 et 1969-71 (périodes de référence) ont été sensiblement révisées, les estimations globales concernant le tiers monde ont fait l'objet de modifications assez modestes. En fait, pour chaque mise à jour, la révision des estimations historiques du nombre de personnes sous-alimentées se limite généralement à une fourchette de ± 5 pour cent. C'est pour cette raison que les estimations mondiales relatives à une période donnée ne peuvent être considérées comme suffisamment sûres que dans cette fourchette.

B. SITUATION GÉNÉRALE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

4. L'estimation du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en développement pour la période de référence 1990-92 publiée au moment du Sommet, qui était un simple chiffre de 840 millions de personnes, a été remplacée par une fourchette de 800-880 millions. On trouvera présentés au graphique I ci-après cette fourchette, ainsi que le chiffre simple révisé (831 millions de personnes) calculé en 1999 pour cette même période de référence. Aux fins de comparaison, les fourchettes et les chiffres estimatifs révisés pour les deux périodes antérieures (1969-71 et 1979-81) sont également donnés.

Graphique 1

Nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en développement: fourchette observée et projetée par rapport à l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation



5. À l'horizon 2015, le graphique permet aussi de voir comment une trajectoire amorcée en 1996 devrait se poursuivre dans le temps pour que l'objectif de 400-440 millions de personnes sous-alimentées (moitié de la limite inférieure et supérieure de la fourchette 1990-92) soit atteint. La marge de variation de 5 pour cent de part et d'autre de la projection pour l'année 2015 établie par extrapolation sur la base de la publication « Agriculture: horizon 2010 » (FAO, 1995) est également indiquée. Cette projection est fondée sur la poursuite des tendances antérieures et l'absence de changement important de politiques.

6. La nouvelle estimation de 791 millions de personnes sous-alimentées dans les pays en développement pour la période 1995-97 ainsi établie correspond à une réduction sensible par rapport à l'estimation révisée de 831 millions retenue pour 1990-92. Néanmoins, cette nouvelle estimation se situe sur la trajectoire projetée pour l'année 2010 plutôt que sur la trajectoire permettant d'atteindre l'objectif qui consiste à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015. En fait, entre 1990-92 et 1995-97, le nombre de ces personnes n'a diminué que de 8 millions par an alors que la réduction moyenne nécessaire à partir de 1995-97 pour atteindre l'objectif de 2015 se chiffre à près de 20 millions de personnes par an.

C. SITUATION RÉGION PAR RÉGION

Tableau 1. Pourcentage de la population sous-alimentée dans les pays en développement, par région: 1969-71, 1979-81, 1990-92 et 1995-97

Région	Pourcentage de personnes sous-alimentées			
	1969-71	1979-81	1990-92	1995-97
Afrique subsaharienne	34	37	35	33
Proche-Orient et Afrique du Nord	25	9	8	9
Asie de l'Est et du Sud-Est	43	29	17	13
Asie du Sud	38	38	26	23
Amérique latine et Caraïbes	19	13	13	11
Toutes régions en développement	37	29	20	18

7. Il ressort de ce tableau que l'Afrique subsaharienne, région où le pourcentage de personnes sous-alimentées est le plus élevé, n'a guère réussi à faire reculer la sous-alimentation. En revanche, l'Asie de l'Est et du Sud-Est et l'Asie du Sud ont réalisé des progrès sensibles, alors qu'en 1969-71, ces deux régions enregistraient des pourcentages de sous-alimentés plus élevés que l'Afrique subsaharienne. La situation est restée à peu près inchangée dans les régions Proche-Orient et Afrique du Nord et Amérique latine et Caraïbes depuis 1979-80, mais la prévalence de la sous-alimentation dans ces régions est assez faible (environ 10 pour cent).

8. Les chiffres absolus correspondants de personnes sous-alimentées pour les quatre périodes étudiées sont indiqués au tableau 2 ci-après.

Tableau 2. Nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en développement, par région: 1969-71, 1979-81, 1990-92 et 1995-97

Région	Nombre de personnes sous-alimentées (millions)			
	1969-71	1979-81	1990-92	1995-97
Afrique subsaharienne	89	126	164	180
Proche-Orient et Afrique du Nord	45	22	26	33
Asie de l'Est et du Sud-Est	504	406	283	241
Asie du Sud	267	338	299	284
Amérique latine et Caraïbes	54	46	59	53
Toutes régions en développement	960	938	831	791

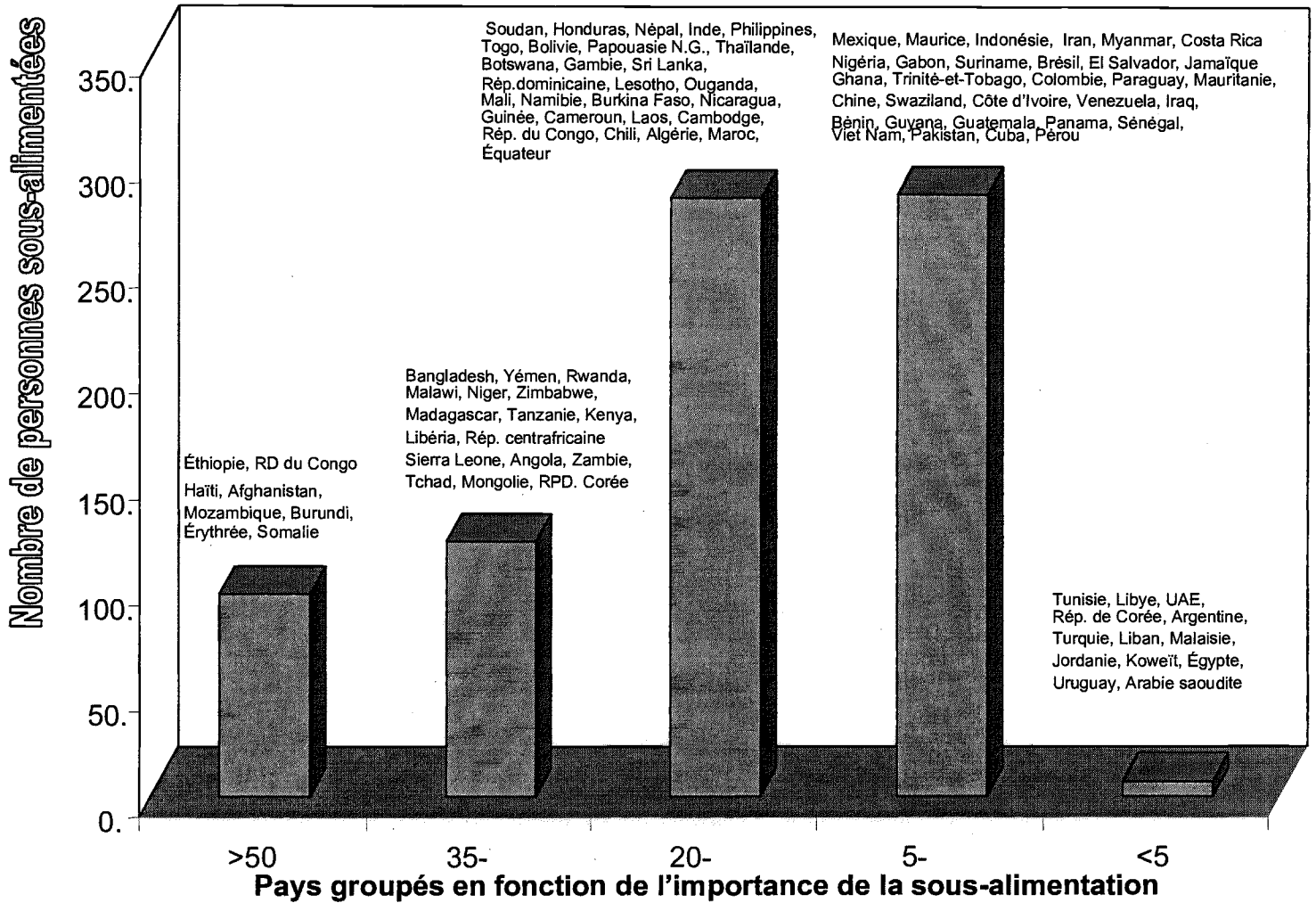
9. Il apparaît ainsi que le nombre total de personnes sous-alimentées dans les pays en développement a fléchi depuis 1969-71, mais que le nombre de ces personnes en Afrique subsaharienne a en fait augmenté constamment. Les chiffres concernant les régions Proche-Orient et Afrique du Nord et Amérique latine et Caraïbes ont enregistré des fluctuations depuis 1979-81 mais, en raison de l'effectif moins élevé des populations et de la fréquence plus faible de la sous-alimentation, le nombre de personnes sous-alimentées dans ces deux régions est relativement modeste. En revanche, les deux autres régions et surtout celle d'Asie du Sud et du Sud-Est ont réussi à faire reculer sensiblement la sous-alimentation; dans cette dernière région, si le nombre de sous-alimentés continuait de se réduire au rythme moyen annuel enregistré entre 1990-92 et 1995-97 le nombre total pourrait diminuer de moitié avant même 2015. Cependant, en Asie du Sud, où vit la plus grande masse de personnes sous-alimentées, le recul annuel moyen n'a pas été suffisant pour atteindre l'objectif.

10. Il apparaît ainsi que la réduction du nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en développement jusqu'à l'année du Sommet mondial de l'alimentation a été principalement imputable aux progrès réalisés dans les deux régions d'Asie, en particulier en Asie de l'Est et du Sud-Est. La quasi-stagnation constatée dans les régions Proche-Orient et Afrique du Nord et Amérique latine et Caraïbes est préoccupante, bien que le pourcentage et le nombre de personnes sous-alimentées soient relativement bas dans ces deux régions. La situation en Afrique subsaharienne où le nombre de personnes sous-alimentées n'a cessé d'augmenter est, au bas mot, extrêmement inquiétante.

11. Le graphique 2 présente la situation des divers pays groupés en fonction du pourcentage de population sous-alimentée.

Graphique 2

Pourcentage de population sous-alimentée 1995-97



D. LA SOUS-ALIMENTATION DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS

12. On a tenté pour la première fois d'estimer, en suivant la même méthodologie, l'importance de la sous-alimentation dans les pays en transition et les pays industrialisés pour les périodes 1990-92 et 1995-97. Les pourcentages et les nombres ainsi obtenus sont présentés au tableau 3 ci-après.

Tableau 3. Pourcentage et nombre de personnes sous-alimentées dans les pays industrialisés et les pays en transition, 1990-92 et 1995-97

Catégorie	Pourcentage de personnes sous-alimentées		Nombre de personnes sous-alimentées (millions)	
	1990-92	1995-97	1990-92	1995-97
Pays industrialisés	1	1	9	8
Pays en transition	5	6	20	26
Toutes régions développées	2	3	29	34

13. Il apparaît que la fréquence de la sous-alimentation dans les pays industrialisés est assez faible et que le nombre de personnes touchées n'a guère diminué, tombant de 9 à 8 millions pendant les premières années 90. Toutefois, dans les pays en transition, aussi bien le pourcentage que le nombre de personnes sous-alimentées ont augmenté.

III. LA CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE ET L'AGRICULTURE MONDIALE

14. La crise financière internationale qui s'est déclenchée en Asie en 1997 a continué de susciter des préoccupations, bien que des signes de stabilisation et de reprise soient apparus dans certains des pays touchés et que les perspectives de croissance économique se soient quelque peu améliorées au niveau mondial.

15. La crise a d'abord touché certains des pays qui connaissaient la croissance économique la plus rapide du monde, en particulier l'Indonésie, la République de Corée et la Thaïlande et, dans une moindre mesure, la Malaisie et les Philippines. D'autres pays, notamment la Russie et le Brésil, ont été ensuite frappés par une crise financière. Pour les pays affectés, la réduction des entrées de capitaux, l'augmentation des dépenses d'importation associée aux dévaluations de la monnaie nationale et aux politiques monétaires et fiscales rigoureuses adoptées pour stabiliser l'économie et rétablir la confiance des marchés se sont traduites par un fléchissement de la demande et de la production intérieures. En revanche, les dévaluations ont aidé ces pays à accroître leurs exportations, notamment de produits agricoles.

16. En 1998, le PIB a fortement reculé dans les pays les plus touchés par la crise (Tableau 4). Le FMI prévoit pour 1999 de nouvelles réductions de la production en Indonésie, au Brésil et en Russie, mais une certaine reprise de l'activité économique dans les autres pays.

17. La contraction de l'activité économique s'est accompagnée d'un accroissement du chômage. D'après l'Organisation internationale du travail, sur un nombre total de 150 millions de chômeurs dans le monde (chiffre estimatif), 10 millions ont perdu leur emploi en 1998 en raison uniquement de la crise financière. L'accroissement du chômage a été particulièrement grave dans les pays les plus touchés par la crise dont plusieurs avaient quasiment réalisé le plein emploi les années précédentes (Tableau 5). Par exemple, les pertes d'emplois ont doublé en Corée entre novembre 1997 et février 1998 et le taux de chômage sur des bases annuelles est monté brusquement, passant de 2,7 pour cent en 1997 à 6,8 pour cent en 1998. En Thaïlande, le taux de chômage a atteint environ 4,6 pour cent en 1998 contre 1-2 pour cent seulement deux ans avant.

Tableau 4. Taux de croissance réel du PIB dans le monde, les pays à économie avancée et les pays en développement, les régions et les pays les plus touchés par la crise financière (variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)

	1996	1997	1998	1999	2000
Monde	4,3	4,2	2,5	2,3	3,4
Pays à économie avancée	3,2	3,2	2,2	2,0	2,3
Pays en développement	6,5	5,7	3,3	3,1	4,9
Groupes régionaux					
Afrique	5,8	3,1	3,4	3,2	5,1
Asie	8,2	6,6	3,8	4,7	5,7
Moyen-Orient et Europe	4,7	4,4	2,9	2,0	3,3
Amérique latine et Caraïbes	3,6	5,2	2,3	-0,5	3,5
Pays en transition	-0,3	2,2	-0,2	-0,9	2,5
Pays les plus touchés par la crise financière					
Indonésie	7,98	4,65	-13,70	-4,00	2,50
Malaisie	8,60	7,70	-6,77	0,93	2,00
Philippines	5,85	5,17	-0,48	2,00	3,00
Thaïlande	5,52	-0,43	-8,00	1,00	3,00
République de Corée	7,06	5,51	-5,50	1,99	4,60
Brésil	2,76	3,17	0,23	-3,82	3,68
Russie	-3,50	0,80	-4,82	-7,00	0,03

Source: FMI, World Economic Outlook. Les chiffres concernant les années 1999 et 2000 sont des prévisions.

Tableau 5. Taux de chômage dans les pays les plus touchés par la crise financière (pourcentage)

	1997	1998	1999
Indonésie ¹	4,7	5,5	n.d.
Malaisie ²	2,5	3,2	4,5
Philippines ³	9,0	10,0	n.d.
Thaïlande ⁴	0,9	4,6	5,2
République de Corée ⁵	2,7	6,8	6,2
Brésil ⁶	4,8	6,3	7,7
Russie ⁷	11,2	13,3	14,2

¹Moyennes 1997 et 1998: Badan Pusat Statistik (Statistiques Indonésie).

²Moyenne 1997: FMI; moyennes 1998 et 1999, Enquête sur la main-d'œuvre, Département des statistiques, Malaisie.

³Moyennes 1997 et 1998, Enquête sur la main-d'œuvre, Bureau national des statistiques, Philippines.

⁴Moyenne 1997 : IFS. Chiffres de février 1998 et 1999 : Enquête sur la main-d'œuvre 1998 et 1999,

Bureau national des statistiques, Thaïlande.

⁵Moyennes 1997 et 1998, FMI, Perspectives de l'économie mondiale, mai 1999. Chiffres de juin 1999, Ministère des finances et de l'économie, République de Corée

⁶Décembre 1997 et 1998 et mai 1999, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE).

⁷Moyennes 1997 et 1998 et juillet 1999, Office des statistiques de Russie.

18. Malheureusement, le ralentissement de l'activité économique et l'accroissement du chômage ont été accompagnés par une reprise des pressions inflationnistes. Après trois ans de baisse rapide, les taux d'inflation dans les pays en développement sont passés de 9,4 pour cent en 1997 à 10,4 pour cent en 1998 mais ils devraient retomber à 8,8 pour cent en 1999 (Tableau 6). L'accélération de l'inflation s'est produite surtout dans les pays les plus touchés par la crise, notamment l'Indonésie. Dans la Fédération de Russie, la crise a accentué des déséquilibres économiques et financiers intérieurs déjà graves et a ainsi fait monter le taux d'inflation à environ 28 pour cent en 1998 et probablement 100 pour cent en 1999. La hausse des prix des produits alimentaires a été aggravée par les problèmes d'approvisionnements intérieurs car dans presque tous les pays membres de la Fédération de Russie, les agriculteurs ont de plus en plus difficilement accès aux intrants et la capacité d'importations commerciales a diminué. La combinaison des baisses de revenu et de l'accroissement de l'inflation et du chômage fait craindre une forte aggravation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans plusieurs pays touchés par la crise. En Indonésie, la part de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté en 1998 aurait augmenté d'au moins 50 pour cent par rapport à 1996.

Tableau 6. Taux d'inflation dans les pays à économie avancée, les pays en développement, les groupes régionaux et les pays les plus touchés par la crise financière (variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)

	1996	1997	1998	1999	2000
Pays à économies avancées	1,7	1,6	1,4	1,1	1,5
Pays en développement	14,3	9,4	10,4	8,8	7,5
Groupes régionaux					
Afrique	25,9	11,1	8,6	8,6	6,6
Asie	8,3	4,8	8,0	4,7	4,5
Moyen-Orient et Europe	24,7	23,1	23,8	19,7	19,4
Hémisphère occidental	20,8	13,9	10,5	14,6	9,9
Pays en transition	40,6	28,2	20,8	40,9	12,4
Pays les plus touchés par la crise financière					
Indonésie	7,94	6,60	60,69	28,20	9,96
Malaisie	3,53	2,66	5,27	3,64	5,00
Philippines	8,40	6,02	9,72	8,50	6,00
Thaïlande	5,85	5,61	8,10	2,50	4,00
République de Corée	4,92	4,44	7,49	1,80	2,00
Brésil	11,09	7,91	3,49	n.d.	n.d.
Russie	47,80	14,74	27,65	100,48	20,17

Source: FMI, World Economic Outlook. Les chiffres donnés pour 1999 et 2000 sont des estimations.

19. Nombre d'autres pays ont également été touchés par la crise financière qui a eu, en fait, des répercussions économiques dans le monde entier. Pour l'ensemble des pays en développement, le taux de croissance économique est tombé de 5,7 pour cent en 1997 à 3,3 pour cent en 1998 (Tableau 4). Toutefois, il devrait se stabiliser à un minimum de 3,1 pour cent en 1999 et remonter à 4,9 pour cent en 2000.

20. Toutes les régions en développement ont été touchées par le ralentissement en 1998, à l'exception de l'Afrique qui a échappé en grande partie à la crise et a enregistré un taux de croissance de 3,4 pour cent, taux relativement élevé dans une optique historique. Cependant, l'Afrique ne serait peut-être pas épargnée de la même façon si de nouvelles crises du même genre avaient lieu car celles-ci risqueraient de faire fléchir la demande de ses produits d'exportations, les entrées de capitaux et l'assistance internationale.

21. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, le ralentissement de l'activité économique en 1998 et la véritable récession survenue en 1999 ne pourront qu'aggraver les problèmes chroniques de pauvreté et d'inégalité et les troubles sociaux qui s'ensuivent, que les résultats économiques pourtant très bons, des années précédentes n'avaient pas permis d'atténuer.

22. Les pays à économie en transition connaissent également des difficultés financières et une réduction de la croissance associées en grande partie à la crise financière générale. En dehors de la Fédération de Russie, l'Estonie et l'Ukraine sont particulièrement touchées.

23. La baisse des cours internationaux des produits qui a suivi la hausse de la période 1994-1996 a joué un rôle important dans le ralentissement de la croissance économique dans de nombreux pays, en particulier les pays en développement. Les cours, étant entrés ensuite dans une phase de baisse "normale", ont été encore affaiblis par la crise financière qui a accéléré le mouvement de baisse. Dans l'ensemble, les prix des produits alimentaires ont baissé d'environ 13 pour cent entre 1997 et 1998 puis encore de 20 pour cent pendant la période de douze mois se terminant en juin 1999. Les prix de produits pour boissons tropicaux ont fléchi de 15 et 22 pour cent respectivement pendant les mêmes périodes (Tableau 7). Cette baisse des cours des produits s'est traduite par une contraction de la valeur des exportations pour de nombreux pays en développement.

**Tableau 7. Indices des cours du marché de certains produits,
1996-1999 (1990=100)**

Produits	1996	1997	1998	1999		1997 à 1998	
				1er trim.	2e trim.	Variation en %	
Produits non combustibles	116,7	112,9	96,2	89,4	87,7	-14,8	-5,6
Produits alimentaires	127,5	113,7	99,2	89,8	83,8	-12,8	-20,0
Produits pour boissons	124,9	165,5	140,3	119,3	110,9	-15,2	-21,8
Matières premières agricoles	127,7	119,1	99,6	99,3	98,5	-16,4	9,2
Engrais	112,7	113,9	117,1	115,4	115,1	2,8	-5,4
Pétrole ¹	88,6	83,8	56,9	51,3	71,2	-32,1	48,7

¹ Brut au comptant

Source: FMI

24. La crise a également eu des répercussions négatives sur les échanges mondiaux. Les exportations de marchandises, qui s'étaient accrues d'environ 10 pour cent en volume dans les pays à économies avancées et de 11 pour cent dans les pays en développement en 1997, n'ont progressé que d'environ 3 et 1,5 pour cent respectivement en 1998 dans ces deux groupes. En valeur, les exportations des pays en développement ont même diminué de 5 pour cent et leurs importations de près de 4 pour cent en 1998. On ne dispose pas encore d'estimations complètes sur les échanges de produits agricoles en 1998 mais les chiffres partiels connus font penser que ce secteur a lui aussi été gravement touché. En fait, plusieurs des pays affectés directement par la crise tiennent une place importante dans les échanges mondiaux de produits agricoles. Ainsi, la République de Corée et les quatre États membres de l'ANASE (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande) assurent environ 5 pour cent des importations mondiales et 6 pour cent des exportations mondiales de produits agricoles. Le Brésil représente à lui seul 3 pour cent des exportations mondiales de ces produits et est un partenaire commercial important pour de nombreux pays, notamment d'Amérique latine, tandis que la Fédération de Russie importe des quantités notables de produits agricoles, provenant en particulier de l'Union européenne et du Brésil. Le fléchissement de la demande d'importations de ces pays s'est donc traduit par des pertes notables pour les exportateurs de produits agricoles. Ainsi, les États-Unis d'Amérique et le Canada ont vu leurs exportations totales de produits agricoles vers les pays de l'ANASE reculer de 30 et de 50 pour cent respectivement. Les exportations de produits agricoles de la Chine vers la

Corée et la Thaïlande ont diminué de 40 pour cent. Le Brésil, les États-Unis, la Bulgarie, l'Estonie et la Lituanie ont enregistré des baisses considérables de leurs exportations vers la Fédération de Russie.

25. Le fléchissement de la demande d'importations agricoles a eu des effets différents selon les produits. Les effets globaux sur les marchés mondiaux des produits sont examinés à la section 5 ci-après. En ce qui concerne les répercussions sur les pays les plus touchés par la crise, les plus fortes baisses de la consommation et donc des importations ont concerné des produits dont la demande présente une forte élasticité par rapport au revenu comme les produits animaux. Ainsi, la Fédération de Russie a enregistré une baisse de 16 pour cent de la consommation de **viande de boeuf** en 1998 et une nouvelle réduction de 13 pour cent est attendue en 1999. Les importations ont accusé un recul de 30 pour cent qui a particulièrement touché les pays de l'Union européenne car la Fédération de Russie absorbe habituellement 40 pour cent des exportations de viande de boeuf de l'Union. Les producteurs nationaux ne paraissent pas en mesure de tirer profit de la dévaluation et la production devrait baisser de 9 pour cent en 1999. Les importations de viande de boeuf de la République de Corée ont également souffert de la baisse de la consommation ainsi que de l'accroissement de la production dû à l'augmentation du nombre d'animaux abattus. En 1998, les importations ont fléchi de 47 pour cent et n'ont couvert que 25 pour cent de la consommation contre 40 pour cent les années précédentes. Au Brésil, la dévaluation a provoqué immédiatement une hausse des prix de la viande de bœuf qui sont maintenant en voie de stabilisation. Les exportations de ce produit avaient déjà progressé rapidement en 1998 car la demande de la Communauté européenne et du Moyen-Orient était en plein essor ; en 1999, elles devraient augmenter de 25 pour cent tandis que les importations de ce produit devraient diminuer fortement.

26. Les exportations et les importations de **lait et de produits laitiers** ont également été freinées. Les importations du Brésil en provenance de l'Argentine se sont interrompues après la dévaluation du réal et les importations de produits laitiers de la Fédération de Russie en provenance des pays voisins, en particulier de l'Estonie et de l'Union européenne, ont accusé un recul brutal.

27. Le commerce des **volailles** a souffert des bouleversements survenus dans la Fédération de Russie, deuxième importateur du monde après le Japon. En raison de la dévaluation du rouble, la consommation de viande de volaille a baissé de 20 pour cent en 1998 et devrait accuser une nouvelle chute brutale en 1999. Les importations, qui s'étaient interrompues dans un premier temps, ont diminué de 31 pour cent en 1998. La production nationale devrait augmenter d'environ 13 pour cent en 1999.

28. Le commerce des volailles est très sensible aux variations de prix. Après la dévaluation du baht, les exportations de la Thaïlande ont progressé de 47 pour cent en 1998. Les exportations à destination du Japon ont augmenté de 34 pour cent et les produits thaïlandais ont conquis de nouvelles parts de marché, notamment aux dépens du Brésil qui a vu ses exportations à destination du Japon et de la Fédération de Russie reculer de 25 et 52 pour cent, respectivement, en 1998. La demande de volaille s'est effondrée en Indonésie, non seulement parce qu'il s'agit d'un produit à valeur élevée mais aussi parce que les producteurs utilisaient largement des aliments pour animaux d'importation, en particulier de la farine de soja et du maïs, dont la hausse a fait monter les prix de la viande de volaille.

29. Le **soja** (fèves et farine) constitue un produit d'exportation important pour le Brésil. Après la dévaluation du réal et dans l'attente d'une récolte très abondante en 1999, les déclarations d'exportations de fèves de février 1999 ont dépassé de 280 pour cent celles du même mois de l'année précédente. Malgré le fléchissement des cours internationaux, les prix intérieurs des fèves ont augmenté de 50 pour cent.

30. Les recettes tirées par le Brésil des exportations de **café** ont diminué en raison de la baisse des prix (voir section 5) ainsi que de l'effondrement des exportations de café soluble vers la Fédération de Russie qui absorbait le tiers des expéditions totales avant août 1998,

31. Les importations de **sucre** de la Fédération de Russie ont baissé de 4 pour cent en 1998/99 mais la demande d'importations devrait se redresser en 1999/2000 par suite, en partie, d'un recul de 10 pour cent de la production nationale de sucre dû au temps défavorable en 1998/99. Les exportations totales du Brésil ont augmenté de 15 pour cent en 1997/98 bien que leur valeur ait été affaiblie par la baisse des prix. La Corée doit importer du sucre pour couvrir tous ses besoins nationaux et la crise des liquidités de décembre 1997 et janvier 1998 a gravement ralenti les importations. Toutefois, celles-ci marquent une reprise en 1998/99, tout en restant inférieures au niveau antérieur à la crise.

IV. ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

A. LA PRODUCTION AGRICOLE EN 1998

32. D'après les estimations provisoires, la production agricole mondiale (cultures et élevage) est restée en 1998 au même niveau qu'en 1997 (Tableau 8). Si ces estimations se révèlent exactes, la campagne agricole 98 pourrait être la plus mauvaise des années 90 au niveau mondial, en fait, la seule campagne ne comportant aucune expansion de la production, et ce en raison des résultats médiocres obtenus aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement.

Tableau 8. Variations annuelles de la production végétale et animale, 1991-98

(Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	Moyenne 94-98
Monde	<u>0,4</u>	<u>2,2</u>	<u>0,6</u>	<u>2,9</u>	<u>2,1</u>	<u>3,7</u>	<u>2,4</u>	<u>0,0</u>	<u>2,2</u>
Pays développés	<u>-2,9</u>	<u>0,8</u>	<u>-4,0</u>	<u>0,9</u>	<u>-1,8</u>	<u>3,0</u>	<u>1,2</u>	<u>-1,3</u>	<u>0,4</u>
Amérique du Nord	-0,4	7,7	-7,8	14,5	-4,7	4,6	2,8	0,8	3,6
Europe occidentale	0,6	1,1	-3,1	-1,1	-0,1	4,2	-0,1	-0,4	0,5
Europe orientale	-1,9	-5,8	1,2	-8,4	4,6	-1,2	1,6	-0,8	-0,9
CEI	„	„	-3,9	-14,4	-4,3	-3,3	0,4	-10,8	-6,5
Australie, Nouvelle-Zélande et Japon	-1,0	3,1	-1,2	-1,0	3,5	3,6	1,8	0,3	1,6
Pays en développement	<u>3,0</u>	<u>3,4</u>	<u>4,0</u>	<u>4,3</u>	<u>4,7</u>	<u>4,2</u>	<u>3,1</u>	<u>0,8</u>	<u>3,4</u>
Afrique au sud du Sahara	6,0	0,2	3,5	3,2	3,4	5,6	-0,4	0,7	2,5
Extrême-Orient et Océanie	2,8	4,4	5,8	4,7	5,3	3,9	4,4	-0,3	3,6
Amérique latine et Caraïbes	2,8	1,2	0,3	4,7	4,9	1,8	3,0	2,5	3,4
Proche-Orient et Afrique du Nord	2,5	3,4	1,3	0,9	1,0	10,3	-3,5	6,6	3,1

Source: FAOSTAT.

33. En ce qui concerne les pays en développement, cette maigre croissance de la production agricole (taux estimatif 0,8 pour cent) contraste fortement avec l'évolution intérieure. Jamais depuis 1989, la production agricole n'avait enregistré une croissance annuelle inférieure à 3 pour cent. Le principal facteur expliquant ce ralentissement est le fléchissement rapide de la production dans la région en développement Extrême-Orient et Océanie. Les mauvaises conditions météorologiques, en particulier les pluies torrentielles tombées de juin à septembre dans certains pays d'Asie et les sécheresses liées au phénomène El Niño qui ont fait diminuer les superficies ensemencées dans d'autres, expliquent ces reculs. La production agricole totale paraît même avoir baissé en 1998 en Inde et en Chine. Dans ce dernier pays, on estime qu'après six années consécutives de croissance supérieure à 5 pour cent, la production aurait diminué en 1998 de 0 à 1 pour cent en raison surtout des inondations catastrophiques qui ont frappé le centre et le sud du pays, dévastant en particulier les cultures de blé et de riz. En Inde, les estimations concernant 1998 font apparaître un recul d'un peu plus de 1 pour cent. En ce qui concerne les autres grands pays de la région, les Philippines paraissent avoir accusé une baisse particulièrement considérable de la production agricole qui est actuellement estimée à quelque 7 pour cent. En Asie du Sud-Est, on estime que la Thaïlande et la Malaisie auraient elles aussi enregistré en 1998 des baisses de la production agricole, mais un peu moins prononcées que dans le cas des Philippines. Enfin, la production aurait connu une croissance modeste mais positive au Bangladesh, au Myanmar et dans la République de Corée et une progression relativement forte au Pakistan, à Sri Lanka et au Viet Nam.

34. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, la production agricole a également enregistré un ralentissement de la croissance, plus modéré toutefois que celui de la région Extrême-Orient et Océanie, en 1998. Ce ralentissement s'explique en grande partie par l'expansion inférieure à la moyenne au Brésil où les récoltes ont souffert de la sécheresse dans certaines zones tandis que des pluies ont causé des dégâts exceptionnels, dans les régions productrices de blé en particulier. La région andine a souffert de périodes de forte sécheresse qui ont fait stagner la production de certains pays et l'ont même fait baisser dans d'autres, surtout le Pérou et la Bolivie. Les ouragans "Georges" fin septembre et "Mitch" fin octobre ont provoqué d'énormes pertes de vies humaines et de biens matériels et endommagé les cultures dans plusieurs pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. En revanche, l'Argentine et le Mexique et, dans une moindre mesure, le Chili et la Colombie ont fait de bonnes récoltes.

35. En 1998, l'Afrique au sud du Sahara a connu une deuxième année consécutive médiocre pour l'agriculture: la production végétale et animale se serait accrue de moins de 1 pour cent après avoir accusé une légère réduction en 1997. Au Nigéria, le plus grand pays de la région, on estime actuellement que la production agricole qui avait baissé de 6 pour cent en 1997 est restée stable en 1998. Diverses cultures, en particulier les céréales, ont été touchées par les mauvaises conditions météorologiques ainsi que par les pénuries d'engrais, de pesticides et d'autres intrants. En Éthiopie, la production a nettement reculé en 1998 – d'environ 8 pour cent, selon les estimations – tandis qu'en République démocratique du Congo, elle s'est contractée pour la troisième année de suite, par suite surtout des répercussions des troubles intérieurs. En Ouganda aussi, les résultats ont été relativement médiocres en 1998 et la production aurait accusé une légère baisse. En ce qui concerne les grands pays, on estime toutefois que la production s'est améliorée fortement en Angola, au Kenya et en Tanzanie et, dans une moindre mesure, au Ghana et au Soudan; tandis qu'au Mozambique, la croissance a été très rapide pour la quatrième année de suite, en Afrique australe, elle a fléchi en Afrique du Sud, en Zambie et au Zimbabwe et, plus encore, au Botswana.

36. Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, la production agricole a largement rattrapé la baisse de 1997, progressant de plus de 6 pour cent en 1998, d'après les estimations. Cette amélioration est en grande partie le fait des pays d'Afrique du Nord – Algérie, Maroc, Tunisie – qui avaient accusé une chute due aux conditions météorologiques en 1997. Cependant, les résultats se sont aussi améliorés de façon notable dans d'autres pays comme la République islamique d'Iran, la Syrie et la Turquie. En revanche, la production n'a pas progressé en Égypte, d'après les estimations actuelles.

37. Dans les pays développés, le recul de la production globale est en grande partie imputable à la nouvelle contraction grave enregistrée dans la CEI où bon nombre des grandes zones productrices ont été durement frappées par la sécheresse qui a provoqué une forte baisse des récoltes de céréales. Ainsi, la production a fléchi sensiblement dans la Fédération de Russie, en Ukraine et au Kazakhstan, entre autres. Simultanément, la production totale a légèrement diminué en Europe orientale comme en Europe occidentale. Elle a aussi baissé au Japon et en Nouvelle-Zélande mais aurait augmenté de 1 à 2 pour cent en Australie. Enfin, en Amérique du Nord, la production agricole n'a enregistré qu'une légère augmentation aux États-Unis mais a progressé plus fortement au Canada.

B. TENDANCES DE LA PRODUCTION AGRICOLE 1994-98

38. Pour permettre d'apprécier les estimations de production 1998 dans une perspective plus large, le tableau 8 fournit aussi des estimations du taux de croissance annuel moyen de la production pendant la période 1994-98. Il convient de retenir les points suivants:

- la production agricole mondiale s'est accrue au taux annuel moyen de 2,2 pour cent pendant cette période;
- la croissance a été nettement plus forte dans les pays en développement (3,4 pour cent en moyenne par an) que dans les pays développés (0,4 pour cent). La lenteur de l'expansion dans les pays développés est l'aboutissement d'une contraction dans les pays en transition, qui a été particulièrement prononcée dans la CEI, des résultats positifs de l'Amérique du Nord et de l'Australie et des progrès modestes de l'Europe occidentale;
- en ce qui concerne les pays en développement, c'est la région Extrême-Orient et Océanie qui a bénéficié du taux de croissance le plus élevé pendant la période, soit 3,6 pour cent en moyenne par an. Cette évolution favorable s'explique en particulier par les excellents résultats de la Chine (près de 5 pour cent d'accroissement annuel moyen) mais aussi par les bons taux d'expansion réalisés par d'autres producteurs importants comme le Pakistan et le Viet Nam;
- la période a également été favorable pour la région Amérique latine et Caraïbes qui a enregistré un taux annuel moyen d'expansion (3,4 pour cent) à peine moins élevé que celui de la région Extrême-Orient et Océanie;
- dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, la production agricole a progressé de plus de 3 pour cent par an en moyenne (3,1 pour cent) mais en marquant de brusques fluctuations annuelles dues aux conditions météorologiques, notamment dans certains pays d'Afrique du Nord ;
- c'est seulement en Afrique au sud du Sahara que le taux annuel moyen d'accroissement de la production agricole a été inférieur à 3 pour cent, s'établissant à 2,5 pour cent seulement. Ainsi, c'est la seule des régions en développement où l'accroissement de la production n'a pas été supérieur à l'augmentation de la population.

V. PÉNURIES ALIMENTAIRES

39. En août 1999, le nombre de pays connaissant des crises alimentaires s'établissait à 37 comme à la fin de 1998 mais la répartition de ces pays par région avait changé.

40. En Afrique de l'Est, les perspectives alimentaires se sont dégradées en raison surtout de conditions météorologiques défavorables. En Somalie, les récoltes de la saison principale "Gu" qui est en cours sont très mauvaises en raison des pluies irrégulières et insuffisantes, des invasions de chenilles légionnaires et des températures exceptionnellement élevées. On estime qu'un million de personnes sont exposées à des pénuries alimentaires graves pendant la campagne commerciale 1999/2000 (août/juillet). En Éthiopie, une aide alimentaire est nécessaire au moins jusqu'à la prochaine récolte de novembre pour environ 5,3 millions d'habitants, dont les populations affectées par la mauvaise récolte "Belg" de 1999 qui était due à l'insuffisance des pluies. En Ouganda, la sécheresse prolongée a presque entièrement détruit les récoltes dans

l'ouest du pays et durement touché le bétail. Plus de 500 000 ruraux, en particulier des pasteurs, souffriraient de graves pénuries alimentaires. En Tanzanie, de très mauvaises récoltes sont signalées dans plusieurs zones limitées, en particulier la région de Shinyanga où la production des cultures commerciales et vivrières devrait diminuer de pas moins de 40 pour cent à cause de l'irrégularité des pluies et d'une invasion de chenilles légionnaires. Au Kenya, des réductions sensibles des récoltes sont prévues dans les provinces de l'est, du centre et de la vallée du Rift à la suite de la sécheresse. L'état nutritionnel des populations s'aggrave dans les districts à économie pastorale et agro-pastorale; le gouvernement a récemment doublé son allocation de secours alimentaires, la portant à 8 000 tonnes de maïs par mois. En Érythrée, malgré la récolte satisfaisante de 1998, la situation alimentaire est très difficile pour les personnes déplacées venant des zones de conflit avec l'Éthiopie et les personnes déportées de ce dernier pays. Au Soudan, des dizaines de milliers d'habitants qui ont dû fuir les inondations récentes auraient besoin d'une aide alimentaire d'urgence. En outre, bien que les approvisionnements alimentaires soient dans l'ensemble satisfaisants dans le nord, dans le sud environ 2,4 millions de personnes sont toujours tributaires de l'assistance alimentaire d'urgence en raison des conflits intérieurs qui se poursuivent depuis longtemps. La distribution des secours est entravée par l'insécurité, les mines et le mauvais état des routes. Au Burundi et au Rwanda, les récoltes de la saison B 1999 qui viennent d'être rentrées, notamment les céréales et les légumineuses, ont souffert de l'insuffisance des pluies, tandis que la production vivrière est toujours désorganisée par les déplacements de population liés à l'insécurité.

41. En Afrique de l'Ouest, les récoltes records rentrées vers la fin de 1998 dans les principaux pays producteurs du Sahel ont permis aux paysans de reconstituer leurs stocks de sorte que la situation des approvisionnements alimentaires est satisfaisante en général, sauf dans quelques zones limitées de Mauritanie et du Tchad. Les récoltes ont également été égales ou supérieures à la moyenne dans la plupart des pays côtiers du golfe de Guinée, à l'exception de la Sierra Leone et du Togo. Les perspectives alimentaires restent défavorables en Sierra Leone en raison de l'insécurité persistante. Les approvisionnements et les perspectives de récoltes se sont améliorés au Libéria grâce à la paix et aux programmes de restauration, mais la situation alimentaire reste peu satisfaisante et les populations sont fortement tributaires de l'aide alimentaire.

42. En Afrique centrale, l'intensification des troubles intérieurs en République du Congo a perturbé les activités agricoles et commerciales, de sorte que la récolte sans doute sera de nouveau faible en 1999; les perspectives restent incertaines en République démocratique du Congo où l'évolution dépendra du rétablissement de la sécurité après l'accord de cessez-le-feu conclu récemment.

43. En Afrique australe, les perspectives des approvisionnements alimentaires sont très sombres en Angola en raison de l'intensification de la guerre civile depuis décembre dernier. De vastes déplacements de population sont signalés dans les zones rurales où les familles d'agriculteurs abandonnent leur ferme et leur maison pour se réfugier dans les villes tenues par les forces gouvernementales ou dans les pays voisins. Bien que le pays ait bénéficié de précipitations égales ou supérieures à la moyenne, on estime que les rendements diminueront fortement dans de nombreuses zones où les champs sont laissés à l'abandon. En août 1999, le nombre de personnes nouvellement déplacées était estimé à 1,6 million dont la plupart se trouvaient dans les chefs-lieux et les autres villes de province isolés du reste du pays par la fermeture des routes, elle-même due à l'insécurité et aux mines. La distribution de secours est donc très difficile et ne peut se faire que par voie aérienne, c'est à dire à grands frais. Ailleurs, on prévoit une contraction des disponibilités alimentaires au Botswana, au Lesotho, en Namibie et au Zimbabwe après deux récoltes consécutives inférieures à la moyenne mais les importations commerciales devraient permettre de couvrir la majeure partie du déficit. En Afrique du Sud, l'excédent exportable annuel de maïs a fortement diminué de sorte que les pays voisins à déficit vivrier auront peut-être besoin de s'adresser à d'autres fournisseurs.

44. En Asie, la République populaire démocratique de Corée reste le pays le plus gravement touché par les difficultés chroniques d'approvisionnements alimentaires, dues à une série de

catastrophes naturelles depuis 1995 et à des problèmes économiques qui ont entravé la fourniture d'intrants de base pour l'agriculture. Dans ces conditions, la production alimentaire nationale a fortement diminué et le pays a dû avoir recours largement à l'assistance internationale. Au Bangladesh, une aide alimentaire est également fournie aux victimes des inondations de juillet de l'année dernière qui ont détruit de nombreux biens et provoqué de nombreuses pertes de vies humaines. Les difficultés d'approvisionnements alimentaires persistent également en Mongolie pour les groupes vulnérables en raison des problèmes liés à la transition économique et de la réduction de la production agricole imputable au démantèlement des fermes d'État.

45. Dans plusieurs pays du Proche-Orient, la sécheresse la plus grave enregistrée depuis des dizaines d'années a fait baisser fortement la production vivrière. En Afghanistan, le recul brutal de la récolte de céréales en 1999 imputable aux faibles précipitations et à une invasion de ravageurs a fait monter à un niveau sans précédent les besoins d'importations céréalières pour la campagne commerciale 1999/2000 (juillet/juin). Environ 1,1 million de personnes vulnérables devraient bénéficier de secours alimentaires d'urgence. En Iraq, la grave sécheresse qui a endommagé les récoltes sur près de la moitié de la superficie cultivée en 1999 ne pourra qu'exacerber les problèmes alimentaires et nutritionnels que connaît déjà le pays. La Jordanie, frappée par la sécheresse, vient de rentrer la récolte céréalière la plus faible jamais enregistrée de sorte qu'environ 180 000 petits éleveurs et ménages ruraux sans terre auront besoin d'une aide alimentaire d'urgence. De même, la sécheresse a gravement touché les cultures et les pâturages en Syrie où des milliers de pasteurs bédouins ont eux aussi besoin d'aide.

46. En Amérique latine, les récoltes de céréales et de haricots de la première saison 1999/2000 devraient remonter à des niveaux moyens dans la plupart des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, après les énormes pertes de récoltes provoquées par les ouragans "Georges" et "Mitch" pendant les derniers mois de 1998. Une aide alimentaire continue d'être distribuée au Honduras et au Nicaragua ainsi qu'en Haïti, tandis que des projets d'assistance technique pour la remise en état du secteur agricole sont mis en œuvre dans les pays touchés avec le concours de la communauté internationale. À Cuba, le temps sec prolongé a gravement affecté les petites cultures vivrières, les cultures fruitières et les pâturages, notamment dans les provinces de l'est.

47. Dans la Communauté des États indépendants (CEI), la crise financière qu'a connue la Fédération de Russie à l'automne de 1998 a aggravé les problèmes d'approvisionnements et d'accès à la nourriture (voir section 2). La situation globale des approvisionnements n'est pas critique mais les difficultés des pauvres ne font que s'aggraver. Les groupes vulnérables d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Géorgie, du Tadjikistan et des zones reculées de la Fédération de Russie ont toujours besoin d'une assistance ciblée. Les expéditions d'aide alimentaire à la Fédération de Russie se poursuivent pour améliorer les approvisionnements de céréales qui sont à peine suffisants.

48. En Europe, une aide alimentaire est actuellement fournie aux personnes dans le besoin, en particulier les populations frappées par la guerre en République fédérale de Yougoslavie, notamment les réfugiés rentrant au Kosovo et les personnes déplacées sur le territoire ainsi que les réfugiés des conflits de Bosnie et de Croatie.

VI. SITUATION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DES PRINCIPAUX PRODUITS

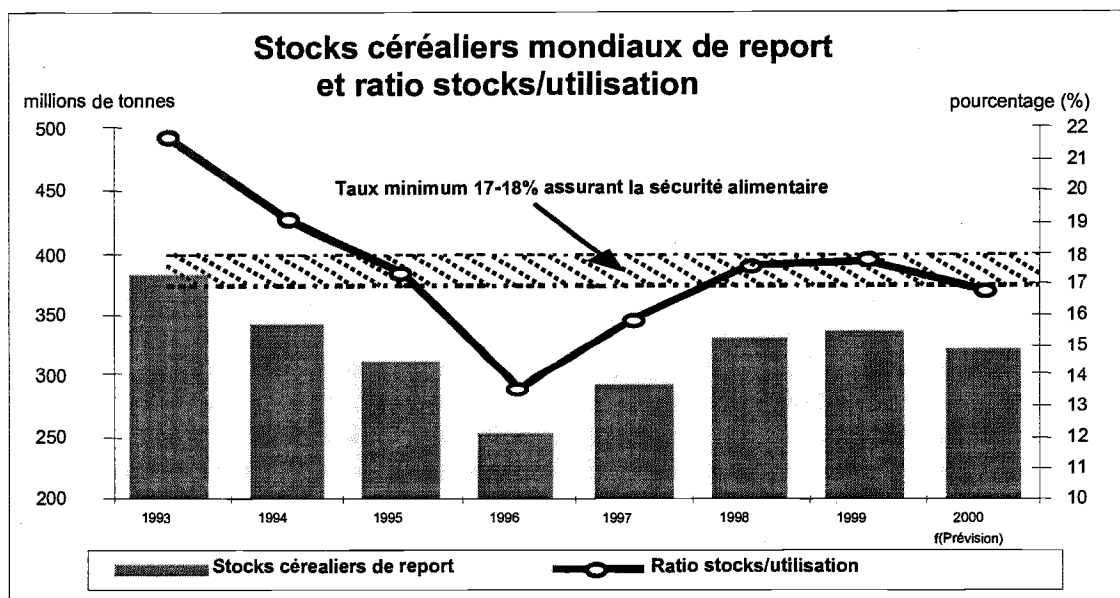
A. CÉRÉALES: OFFRE ET DEMANDE

49. En août, on prévoyait toujours une légère réduction de la **production** céréalière mondiale en 1999 pour la deuxième année de suite. D'après les dernières estimations concernant les récoltes déjà rentrées et l'état des récoltes encore sur pied et pourvu que les conditions météorologiques restent normales jusqu'à la fin de la moisson, la **production** céréalière mondiale devrait atteindre 1 870 millions de tonnes (riz usiné compris) en 1999, soit à peine un pour cent de moins que la

faible récolte de 1998. La baisse prévue devrait être plus marquée dans le cas du blé dont la production se chiffrera probablement à 579 millions de tonnes, soit près de 3 pour cent de moins que le niveau déjà bas de 1998. La production mondiale de céréales secondaires devrait elle aussi fléchir, tout en restant supérieure à la tendance, et le fléchissement attendu se limitera sans doute à moins de un pour cent. En revanche, la production mondiale de riz en 1999 est provisoirement estimée au niveau record de 392 millions de tonnes (riz usiné), ce qui représente un progrès de plus de 2 pour cent par rapport à 1998, à condition que les dégâts aux cultures provoqués par les inondations restent très limités en Asie.

50. Alors que les estimations relatives à la demande sont désormais plus fermes, la situation de la demande reste incertaine. **L'utilisation** mondiale de céréales devrait à peine augmenter (un peu moins d'un pour cent) en 1999/2000. La consommation directe de céréales pour l'alimentation humaine devrait augmenter au même rythme que la population, mais le volume total de céréales destinées à l'alimentation animale devrait diminuer pour la deuxième campagne de suite. Toutefois, cette diminution devrait principalement être le fait des pays développés, en raison surtout d'une nouvelle contraction de la demande de produits de l'élevage dans la Fédération de Russie. En revanche, compte tenu de la reprise de la croissance économique dans plusieurs pays d'Asie, l'utilisation globale de céréales pour l'alimentation animale dans l'ensemble des pays en développement devrait augmenter d'au moins 2 pour cent, enregistrant ainsi la première expansion sensible depuis le début de la crise financière dans certains pays d'Asie du Sud-Est, il y a plus de deux ans.

51. On prévoit que la demande ne marquera qu'une progression légère, mais elle devrait être supérieure à la production, de sorte que les stocks de report devraient diminuer. Une contraction des stocks céréaliers mondiaux est tout à fait probable, mais elle devrait se limiter dans l'ensemble au blé et à l'orge, alors que les stocks de riz pourraient même augmenter. La prévision concernant les stocks céréaliers mondiaux à la clôture des campagnes se terminant en 2000 s'établit à 323 millions de tonnes, soit 14 millions de tonnes environ (4 pour cent) au-dessous des niveaux d'ouverture déjà réduits. Sur la base de cette prévision, les stocks céréaliers mondiaux devraient représenter 16,9 pour cent du niveau de tendance de l'utilisation en 2000/2001, et seraient donc proches du taux minimum de 17-18 pour cent que la FAO considère comme nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire mondiale. Toutefois, les stocks accumulés assez lentement dans les grands pays exportateurs, ces dernières années, qui constituent une réserve d'importations en cas de déficit brusque de la production mondiale devraient représenter au moins 45 pour cent des stocks mondiaux, pourcentage proche de celui de la campagne précédente et nettement supérieur à la moyenne enregistrée ces dernières années.



B. COURS DES CÉRÉALES

52. Depuis deux ans, les marchés mondiaux des **céréales** ont dû faire face au marasme qui a touché presque tous les grands produits. Les cours internationaux de la plupart des céréales sont restés orientés à la baisse en raison de l'abondance relative des disponibilités et de la faible activité économique dans de nombreuses régions du monde. Pour la plupart des céréales, la campagne agricole 1999 se caractérise également par un excédent d'offre qui compromet les perspectives de redressement sensible des prix, au moins à court terme.

53. L'accroissement des disponibilités exportables de **blé** en raison de la contraction des échanges commerciaux mondiaux a fait fléchir les cours en 1998. Plus récemment, après être tombé à des niveaux bas de saison en juin et au début de juillet, le marché mondial de ce produit a traversé une période exceptionnellement instable jusqu'au milieu d'août 1999, car les prix ont été influencés par la reprise des marchés du maïs et du soja due aux conditions météorologiques. Toutefois, la situation fondamentale de l'offre et de la demande ne favorise guère un redressement durable des cours du blé au cours des prochains mois, car il est probable que la production fléchira à peine en 1999 et que les stocks de report seront relativement abondants.

Tableau 9. Prix d'exportation des céréales

	Blé	Maïs	Sorgho	Riz
	U.S. No 2 Hard	U.S. No 2	U.S. No 2	Indice des prix à l'exportation
	Blé d'hiver teneur normale en protéines	Jaune	Jaune	
	<u>1/</u>	<u>2/</u>	<u>1/</u>	
	(\$E.-U./tonne)	(\$E.-U./tonne)	(\$E.-U./tonne)	(1982-84=100)
1994	151	107	105	114
1995	179	124	123	129
1996	209	165	153	136
1997	162	117	114	127
1998	129	102	101	127
1999 – Janvier	126	98	96	125
Février	119	94	94	120
Mars	119	97	92	116
Avril	115	94	88	112
Mai	112	93	89	113
Juin	112	94	90	115
Juillet	106	80	79	114
Août	115	72	85	114
Source: Conseil international des céréales, Département de l'agriculture des États-Unis et Reuters				
<u>1/</u> F.o.b., ports des États-Unis du golfe du Mexique				
<u>2/</u> Livré ports des États-Unis du golfe du Mexique				

54. L'abondance des disponibilités et le manque de dynamisme de la demande en 1998 ont également fait tomber les cours internationaux des **céréales secondaires** au-dessous des niveaux déjà bas de l'année précédente. Au cours des derniers mois, la crainte d'une réduction des récoltes aux États-Unis a entraîné des hausses rapides de prix, mais dans l'ensemble le mouvement est resté limité. Étant donné que la Chine recommencera probablement à exporter des gros volumes de maïs pendant cette campagne et que les perspectives globales des récoltes de soja et de maïs restent favorables, tout raffermissement éventuel des prix dépendrait en grande partie de la demande d'importations, laquelle, d'après les prévisions actuelles, n'a guère de chances d'augmenter sensiblement.

55. Les échanges internationaux de **riz** ont atteint un volume absolument sans précédent en 1998, mais l'abondance des disponibilités exportables a empêché les prix de monter par rapport aux années précédentes. La situation est bien différente de celle de 1998. La reprise de la production dans nombre de pays gros importateurs a eu pour effet de réduire la demande d'importations sur le marché international, alors que les disponibilités exportables étaient abondantes, d'où une baisse des cours qui se poursuivra probablement jusqu'à la fin de l'année.

C. GRAINES OLÉAGINEUSES, HUILES ET FARINES D'OLÉAGINEUX

56. La **production mondiale des sept grandes cultures oléagineuses** est estimée pour 1998/99 à près de 310 millions de tonnes, nouveau record succédant aux 305 millions de tonnes de 1997/98. Cette progression est due principalement à l'augmentation de la production de graines de tournesol, d'arachides et de graines de colza qui a largement compensé la baisse de la production de graines de coton et du coprah. On estime que la production mondiale de fèves de soja est restée inchangée, car les récoltes en baisse – mais encore supérieures à la moyenne – d'Amérique du Sud sont compensées par la production record rentrée pour la deuxième campagne de suite aux États-Unis. Les estimations de récoltes aboutissent à une **production mondiale record de matières grasses** d'environ 109 millions de tonnes en 1998/99 contre 104 millions de tonnes pour la campagne précédente. L'**utilisation mondiale de matières grasses** devraient continuer à augmenter en 1998/99, mais à un taux de 2 pour cent inférieur à la moyenne, pour atteindre 107 millions de tonnes. Les cours relativement élevés des produits par rapport aux cinq premières années 90 et la crise économique qui a frappé plusieurs pays depuis 1997 expliquent cette augmentation plutôt modeste de la demande mondiale.

Tableau 10. Cours internationaux des produits à base d'oléagineux

		Indices FAO des cours des marchés internationaux		Cours moyens des marchés internationaux
		Matières grasses alimentaires /saponifiables	Tourteaux et farines d'oléagineux	Fèves de soja
		(1990-92=100)		(\$E.-U./tonne)
Octobre/septembre				
1993/94		128	93	259
1994/95		154	94	247
1995/96		140	128	303
1996/97	- oct.-mars	136	134	301
	- avril-sept.	134	132	295
1997/98	- oct.-mars	151	130	277
	- avril-sept.	159	103	236
1998/99	- oct.-mars	142	90	219
	- avril-juillet	114	72	196

D. VIANDE/BÉTAIL

57. Malgré les crises financières régionales, et grâce aux faibles prix des céréales et à la demande croissante de produits carnés, la production animale mondiale a progressé à un taux relativement fort de 2,4 pour cent en 1998, dépassant 218 millions de tonnes. La progression devrait ralentir en 1999 et la production totale de viande devrait s'accroître de 2 pour cent et atteindre 222,9 millions de tonnes, en étant notamment favorisée par les bonnes recettes assurées aux producteurs par les cours peu élevés des céréales vivrières. Dans les pays en développement, où le marché de la viande connaît l'expansion la plus rapide, la production pourrait augmenter d'environ 3 pour cent en 1999 pour s'établir à 118,8 millions de tonnes. L'accroissement devrait se réaliser en grande partie en Asie, mais une forte croissance est également prévue en Amérique latine par suite de la dévaluation de la monnaie brésilienne; une certaine reprise est aussi probable en Afrique.

58. En 1999, le marché mondial de la viande enregistre un redressement hésitant des prix alors que l'abondance des disponibilités associée à une forte contraction de la demande d'importations à la suite des crises financières d'Asie et de Russie avait fait tomber de 9 points l'indice FAO des prix des viandes en 1998. Cet indice fléchit depuis les premières années 90, mais la chute considérable de 1998 a eu un effet néfaste sur le secteur des viandes, notamment celui des viandes porcines, aux États-Unis comme en Europe. Le ralentissement de l'accroissement de la production dans les pays développés et la légère reprise de la demande d'importations favorisent quelque peu le raffermissement des prix en 1999.

Tableau 11. Indice FAO des cours des viandes

Indice FAO des prix des viandes, période de référence 1990-1992	
1995	90
1996	88
1997	88
1998	79
Janvier 99	80
Février 99	79
Mars 99	75
Avril 99	80
Mai 99	85

E. COTON

59. La production mondiale de coton pendant la campagne commerciale s'achevant le 31 juillet 1999 est estimée à quelque 18,4 millions de tonnes, soit 8 pour cent de moins que pendant la campagne précédente. Cependant, la consommation a été affaiblie par l'activité économique de nombreux pays, de sorte que les stocks restent considérables et que les prix sont orientés à la baisse. En outre, le fait que la Chine soit devenue non plus importateur mais exportateur a alourdi le marché. Bon nombre de pays qui importent du coton pour le traiter et le réexporter, notamment le Brésil et certains pays d'Asie, augmenteront probablement leurs achats pendant la prochaine campagne. Toutefois, si les rendements redeviennent plus normaux, la production augmentera probablement de plus d'un million de tonnes pendant la campagne 1999/2000, ce qui entraînerait une nouvelle accumulation de stocks et ne permettrait guère d'espérer un redressement sensible des prix.

Tableau 12. Cours du coton: Indice Cotlok "A"

	Cents E.-U. par kg.
1994	79,97
1995	98,11
1996	80,41
1997	79,23
1998	65,27
1999 Jan.	55,78
Fév.	56,16
Mars	56,73
Avril	57,88
Mai	59,82
Juin	58,30
Juillet	54,34
Août (Est.)	51,00

F. CAFÉ

60. Les cours mondiaux du café ont baissé de 23 pour cent en 1998, le prix composite de l'OIC tombant de 131 cents E.-U. la livre en janvier à 101 cents E.-U. en décembre. Après avoir atteint un niveau record de 131 cents E.-U. en janvier/février, les cours sont arrivés au plus bas niveau en octobre, lorsque le prix composite s'est établi à 95 cents la livre. La baisse était principalement due à l'excellente récolte du Brésil et aux préoccupations croissantes inspirées par la dégradation de l'économie brésilienne qui ont encouragé les exportateurs de café de ce pays à écouler leurs stocks pour se procurer des devises étrangères. Dans ces conditions, les prix du café arabica ont chuté rapidement. Les cours ont encore fléchi en 1999 après la dévaluation de 40 pour cent du réal brésilien opérée en janvier de cette année. Le prix indicateur composite est tombé à 86 cents E.-U. en avril 1999, car les perspectives de récolte restaient bonnes.

Tableau 13. Prix d'exportation de certains produits tropicaux

Année/mois	CAFÉ	CACAO	THÉ	SUCRE	BANANES
	(.....\$E.-U./tonne)				
1994	2964	1396	1419	267	1016
1995	3052	1433	1423	293	1053
1996	2250	1456	1640	264	939
1997	2952	1619	2005	251	845
1998	2402	1676	2002	197	943
1998 Jul.	2146	1712	1904	190	1002
 Août	2232	1684	1943	187	960
 Sept.	2112	1687	1862	159	963
 Oct.	2095	1646	1806	164	731
 Nov.	2166	1595	1771	178	837
 Déc.	2221	1515	1694	178	631
1999 Jan.	2152	1455	1763	179	1980
 Fév.	2036	1408	1650	150	1949
 Mars	1971	1313	1863	133	2160
 Avril	1890	1186	1602	119	1793
 Mai	1973	1063	1734	127	1640
 Juin	1907	1162	1739	133	

NOTE :

Café: Prix composite OIC.

Cacao: Prix moyen journalier de l'Organisation internationale du cacao.

Thé: Prix composite des marchés de Calcutta, Colombo, Cochin et Mombasa

Sucre: Cours moyen journalier de l'Accord international sur le sucre.

Bananes: Allemagne, Amérique centrale, franco wagon Hambourg

Source : Groupe des boissons et des fruits tropicaux (ESCR)

G. CACAO

61. Après une période de montée temporaire en mai 1998 pendant laquelle ils ont atteint un niveau record de 81 cents la livre sans précédent depuis onze ans, les cours ont commencé à fléchir en août et sont tombés à 69 cents E.-U. la livre en décembre 1998, en raison de l'abondance des disponibilités et de la faiblesse persistante de la demande dans le monde. Ils ont continué à baisser en 1999, tombant à 48 cents E.-U. la livre en mai.

H. THÉ

62. Les cours du thé noir se sont encore affermis pendant les deux premiers mois de 1998, atteignant le niveau le plus élevé enregistré depuis 1985. Toutefois, ils ont commencé à fléchir en mars et ont continué à le faire jusqu'à la fin de l'année, car la production mondiale augmentait, grâce aux conditions météorologiques favorables et que la demande d'importations s'affaiblissait, notamment dans le cas de la Russie. En décembre 1998, le prix composite était tombé à 169 cents E.-U. le kg. Au premier trimestre de 1999, la réduction des importations de la Russie a encore fait fléchir les cours en Inde et à Sri Lanka, tandis que ceux de Mombasa bénéficiaient d'une remontée modeste.

I. SUCRE

63. La campagne 1998/99 (octobre/septembre) s'est ouverte avec des prix inférieurs de 35 pour cent à ceux d'un an auparavant. Les cours ont légèrement remonté en novembre 1998 et se sont stabilisés jusqu'au milieu de janvier 99. Cette faiblesse des cours pendant toute cette période est imputable à la mauvaise conjoncture économique qui a freiné la demande d'importations de sucre, notamment dans certains pays gros importateurs, comme la Fédération de Russie, la République de Corée et l'Indonésie, et à la poursuite de la progression de la production et l'augmentation des stocks. Au milieu de janvier 1999, les prix ont baissé lorsque la dévaluation de 40 pour cent du real a fait augmenter brusquement les exportations du Brésil, jetant des disponibilités supplémentaires sur le marché mondial. Dans cette situation d'offre pléthorique, les prix sont tombés au niveau le plus bas enregistré depuis onze ans en avril 1999, mais ils se sont redressés en mai et juin, grâce surtout à l'accroissement des importations de la Fédération de Russie.

J. BANANES

64. Pour la première fois depuis dix ans, les exportations mondiales de bananes ont diminué en 1998, car la production d'Amérique latine a été compromise par les conditions météorologiques particulièrement mauvaises et les problèmes de main-d'œuvre. En conséquence, les recettes d'exportation de ce produit ont baissé de près de 6 pour cent, s'établissant à environ 4,9 milliards de dollars E.-U.

65. Pendant le premier semestre 1999, les prix d'importation sont restés relativement fermes sur la plupart des grands marchés. Au deuxième trimestre et pendant une partie du troisième trimestre, les prix se sont cependant orientés à la baisse, en raison de l'offre très abondante des grands exportateurs dont la production s'était redressée après les difficultés liées aux conditions météorologiques, de l'affaiblissement de la demande en Russie et dans la CEI, de la récolte considérable de fruits à noyau dans l'hémisphère Nord et des perturbations des marchés liées au conflit armé dans les Balkans.

VII. TENDANCES DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE

66. Le tableau 14 fait ressortir les tendances de l'aide publique au développement (APD) fournie à l'agriculture pendant les années 80 et 90 (en prix constants). L'aide totale de ce type a eu tendance à s'accroître pendant les années 80 et les premières années 90, puis a enregistré un

recul très sensible à partir de 1995. Toutefois, il apparaît aussi que l'APD fournie à l'agriculture exprimée en prix constants a fléchi pendant les dernières années 80 et toutes les années 90 et a diminué de près de moitié depuis 10 ans, tombant de 14-15 milliards de dollars E.-U. à 7,5 milliards de dollars E.-U. (moyenne 95-97).

Tableau 14. Aide publique au développement, 1980-1997

(moyennes annuelles sur 3 ans)

	80-82	83-85	86-88	89-91	92-94	95-97
APD totale (milliards de \$E.-U. 1995)	50.9	58.1	59.7	63.8	64.6	53.8
APD fournie à agriculture (milliards de \$E.-U. 1995)	12.3	14.1	14.8	11.2	9.5	7.5
APD fournie à l'agriculture en % de l'APD totale	24	24	25	18	15	14
Part de l'agriculture dans le PIB des pays en développement, en %	19	18	17	16	14	14
Part de la population rurale dans la population des pays en développement, en %	71			66		62

67. En conséquence, l'APD en faveur de l'agriculture a fléchi non seulement en chiffres absolus, mais aussi en part de l'APD totale. Le pourcentage qu'elle représente est ainsi tombé depuis dix ans de 25 pour cent à 14 pour cent seulement. Il apparaît en outre que la part de l'APD totale allant à l'agriculture a diminué plus rapidement que la part du secteur agricole dans le PIB total des pays en développement. Ainsi, alors que pendant les années 80, la part de l'APD allant à l'agriculture était nettement supérieure à la part du PIB des pays en développement provenant de l'agriculture, ces deux pourcentages se sont rapprochés ces dernières années.

VIII. AIDE ALIMENTAIRE

68. Les livraisons totales d'aide alimentaire en céréales au titre de l'aide-programme, de l'aide aux projets et de l'aide d'urgence ont atteint 9,5 millions de tonnes en 1998/99 (1er juillet/30 juin), soit plus de 3 millions de tonnes (53 pour cent) de plus qu'en 1997/98; c'est là le niveau le plus élevé enregistré depuis 1993/94. Les expéditions des États-Unis ont plus que doublé, se chiffrant à 5,6 millions de tonnes, tandis que celles de la CE ont augmenté de plus de 30 pour cent pour atteindre 2,4 millions de tonnes.

69. En ce qui concerne les bénéficiaires, les livraisons supplémentaires d'aide ont été principalement destinées à la Fédération de Russie qui a reçu plus de 1,3 million de tonnes de céréales en 1998/99 contre 42 000 tonnes seulement pendant la campagne précédente. Les livraisons au Bangladesh ont aussi progressé de plus d'un million de tonnes, atteignant approximativement 1,6 million de tonnes. L'aide en céréales à l'Indonésie a dépassé 700 000 tonnes contre 9 000 tonnes seulement pendant la campagne précédente. Les pays d'Amérique centrale ravagés par les ouragans, notamment le Honduras, le Guatemala et le Nicaragua, ont également bénéficié de livraisons plus abondantes. En Afrique, l'aide en céréales à la plupart des pays a diminué, sauf dans le cas de l'Érythrée, de la Guinée-Bissau, de la Sierra Leone, du Soudan et du Zimbabwe. En Asie, outre le Bangladesh et l'Indonésie déjà mentionnés, les livraisons d'aide alimentaire à la Mongolie et au Népal se sont accrues alors que les dons de céréales à de nombreux pays ont brusquement chuté, notamment dans le cas de la République démocratique de Corée, qui avait été un des principaux bénéficiaires de ce type d'aide pendant ces dernières années. De même, les livraisons à l'Arménie, à Sri Lanka, à l'Azerbaïdjan, à la Géorgie, au Kirghizistan et au Tadjikistan ont fléchi.

Tableau 15. Livraisons d'aide alimentaire - céréales (juillet/juin)

	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99 prév.
	(..... milliers de tonnes				
Monde	944	739	551	622	949
Pays à bas revenu et à déficit vivrier	791	640	460	548	676
Afrique	359	252	204	228	223
Afrique sub-sahar.	334	230	185	217	220
Autres	246	221	190	109	36
Asie	406	391	245	312	426
Asie de l'E. et du S-E	308	877	646	933	159
Asie du Sud	160	121	905	113	196
Autres	216	182	908	105	708
Amérique latine et Car.	114	602	607	549	672
Autres	637	358	407	267	231

70. En juin 1999, les grands donateurs ont approuvé la nouvelle Convention relative à l'aide alimentaire et confirmé qu'ils entendaient l'appliquer pendant une période initiale de trois ans s'ouvrant en juillet 1999. La nouvelle convention favorise l'assouplissement de l'aide en élargissant la liste des produits admis et les modalités de contributions. Le volume total des engagements au titre de la Convention de 1999 s'établit à 4,895 millions de tonnes en équivalent blé contre 5,35 millions de tonnes au titre de la Convention de 1995. Cette différence est due au fait que la CE s'est engagée à fournir 130 millions d'ÉCU en espèces, soit environ 588 000 tonnes, frais de transport compris. Sur la base des prix et des frais de transport actuels, l'engagement d'aide alimentaire au titre de la nouvelle Convention représente un volume à peu près équivalent à l'ancien engagement.

71. Sur la base des informations fournies par le Programme alimentaire mondial, en août 1999, les contributions en céréales à la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU) qui est administrée par le PAM ont largement doublé, atteignant près de 2 millions de tonnes. Les contributions en produits non céréaliers ont enregistré une augmentation moins importante d'environ 40 000 tonnes, passant ainsi à 206 000 tonnes. Les annonces de contributions à la RAIU 1999 ont dépassé un million de tonnes de céréales et 170 000 tonnes d'autres produits, chiffres qui correspondent à ceux de la période correspondante de l'année précédente. Les contributions aux interventions de secours prolongées en faveur des réfugiés, qui sont également dirigées par le PAM, se sont établies en 1998 à environ 539 000 tonnes de céréales et 101 000 tonnes d'autres produits alimentaires, presque autant qu'en 1997. Toutefois, en août 1999, les annonces de contributions atteignaient déjà quelque 203 000 tonnes de céréales et 100 000 tonnes de produits non céréaliers dans le cadre des interventions de ce genre pour l'année de sorte qu'il est de plus en plus probable que le total pourra dépasser celui de 1998.

